



**Conseil Economique
et Social**

Distr.
GENERALE

E/CN.4/Sub.2/1991/NGO/12
1er août 1991

FRANCAIS
Original : ANGLAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME
Sous-Commission de la lutte contre
les mesures discriminatoires et
de la protection des minorités
Quarante-troisième session
Point 6 de l'ordre du jour

QUESTION DE LA VIOLATION DES DROITS DE L'HOMME ET DES LIBERTES
FONDAMENTALES, Y COMPRIS LA POLITIQUE DE DISCRIMINATION RACIALE
ET DE SEGREGATION AINSI QUE LA POLITIQUE D'APARTHEID, DANS TOUS
LES PAYS, EN PARTICULIER DANS LES PAYS ET TERRITOIRES COLONIAUX
ET DEPENDANTS : RAPPORT DE LA SOUS-COMMISSION ETABLI EN APPLICATION
DE LA RESOLUTION 8 (XXIII) DE LA COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME

Déclaration écrite présentée par Human Rights Advocates,
organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif (catégorie II)

Le Secrétaire général a reçu la communication suivante, qui est
distribuée conformément à la résolution 1296 (XLIV) du Conseil économique et
social.

[28 juillet 1991]

1. Nous avons le devoir de parler de la situation au Tibet. Des sources dignes de foi révèlent que le peuple tibétain, qui est soumis à une domination étrangère depuis plus de 40 ans, continue de subir des violations flagrantes et systématiques des droits de l'homme. Les violations signalées sont des atteintes aux droits collectifs et individuels; elles se produisent dans quasiment tous les domaines de la vie quotidienne et affectent aussi bien les hommes que les femmes et les enfants tibétains.

2. Au Tibet aujourd'hui le problème crucial dans le domaine des droits de l'homme est la négation du droit à l'autodétermination du peuple tibétain. Depuis longtemps l'Organisation des Nations Unies reconnaît le droit des peuples "de déterminer leur statut politique, en toute liberté et sans ingérence extérieure, et de poursuivre leur développement économique, social et culturel" (résolution 2625 (XXV)). Ce droit collectif est "une condition préalable de la jouissance de tous les droits fondamentaux de l'homme" (A.G. résolution 637 A (VII)). La résolution 1723 (XVI) de l'Assemblée générale reconnaît d'autre part le droit à l'autodétermination du peuple tibétain.

3. Des informations persistantes montrent néanmoins que ce droit fondamental est dénié aux Tibétains. L'illustration la plus nette de ce déni est ce que certains observateurs qualifient de politique délibérée de déplacements de population. Depuis 1949-1950, période à laquelle elle a occupé le Tibet, la République populaire de Chine aurait imposé son propre système politique et économique aux Tibétains. Selon certaines informations, elle va plus loin maintenant en procédant à l'installation de Chinois sur le territoire du Tibet. A la fois des Tibétains et des observateurs extérieurs ont poussé un cri d'alarme devant le danger imminent que les Tibétains deviennent minoritaires dans leur propre pays. D'autre part, selon des informations crédibles, l'arrivée d'un grand nombre de troupes et de colons chinois a entraîné l'apparition de "ghettos" tibétains dans les grandes villes, avec pour conséquence l'émergence d'une situation d'inflation et de chômage pour les Tibétains. Il semble que les déplacements de population ont entraîné une discrimination de facto dans les domaines du logement, de l'éducation et de la santé (voir Asia Watch, Human Rights in Tibet (février 1988); Asia Watch, Merciless Repression: Human Rights in Tibet (mai 1990)).

4. Le refus de reconnaître le droit à l'autodétermination des Tibétains se traduit par de nombreuses violations des droits de l'homme. Le droit à la liberté d'expression, garanti par l'article 19 de la Déclaration universelle des droits de l'homme, est systématiquement dénié aux Tibétains. Selon des informations persistantes et dignes de foi, les Tibétains qui protestent pacifiquement contre l'occupation du Tibet par la République populaire de Chine sont soumis à des détentions arbitraires, à des tortures sur les lieux de détention et ils sont même quelquefois exécutés, en violation des articles 9, 5 et 3 de la Déclaration universelle des droits de l'homme (Asia Watch, Evading Scrutiny: Violations of Human Rights After the Closing of Tibet (juillet 1988); Asia Watch, Merciless Repression (mai 1990); Physicians for Human Rights, The Suppression of a People; Accounts of Torture and Imprisonment in Tibet (novembre 1989); Amnesty international, République populaire de Chine : tortures et mauvais traitements de prisonniers tibétains (février 1989, ASA 17/04/89)). Par exemple, on a appris au printemps 1989

que Tseten Norgye a été arrêté à Lhassa après que la police ait perquisitionné à son domicile et y ait découvert une machine à ronéotyper qui aurait servi à reproduire des brochures en faveur de l'indépendance (Amnesty International; Action urgente (2 novembre 1989, ASA 17/96/89)). Yulu Dawa Tsering aurait été arrêté à la fin de l'année 1987 ou au début de l'année 1988 pour avoir parlé de l'indépendance du Tibet et critiqué la politique chinoise (International Alert, Tibet in China (Londres, août 1988)). Ngawang Phulchung aurait été emprisonné pour des "activités contre-révolutionnaires" dont en partie, la traduction de la Déclaration universelle des droits de l'homme en tibétain (Lawasia and Tibet Information Network, Defying the Dragon (mars 1991)).

5. Les faits montrent que le droit à la liberté de réunion pacifique, garanti par l'article 20 de la Déclaration universelle des droits de l'homme, n'est pas reconnu aux Tibétains. Le vénérable Thupten Tsering aurait été arrêté par les forces de sécurité pour avoir rencontré son frère, qui venait de l'étranger lui rendre visite avec un ami italien (International Alert, Tibet in China (Londres, août 1988)). On sait de source sûre qu'au mois de mai 1991 trois moines ont été placés en détention après qu'ils aient crié des slogans indépendantistes à Lhassa (Tibet Information Network, Attempted Protest in Lhasa (18 mai 1991)). On a appris que les forces de sécurité chinoises avaient fait un emploi abusif de la force contre des groupes de Tibétains qui manifestaient pacifiquement pour l'indépendance. Un ancien journaliste du Gouvernement chinois a déclaré que le Gouvernement de Beijing a encouragé les forces de sécurité de Lhassa à tirer sur les manifestants en mars 1989 (The Observer, The secret massacre (12 août 1990)). Selon des témoins oculaires, au mois de mai 1991, un moine tibétain aurait été poignardé à mort par un policier au cours d'une manifestation pour l'indépendance (Kyodo News Service, Asian News: Anti-Chinese Demonstrations Reported in Lhasa (4 juin 1991)).

6. On sait de sources dignes de foi que les Tibétains sont constamment privés de la liberté de pratiquer leur religion, qui est garantie par l'article 18 de la Déclaration universelle des droits de l'homme. Presque tous les bâtiments religieux auraient été détruits depuis que la République populaire de Chine occupe le Tibet, et seulement un nombre réduit de temples et de monastères auraient été reconstruits. Différents faits prouvent que la Chine exerce un contrôle sur la pratique religieuse au Tibet, parmi lesquels de l'admission de nouveaux moines et religieuses à la surveillance politique des monastères par des inspecteurs et des indicateurs et à la reconstruction de bâtiments religieux (International Campaign for Tibet, Forbidden Freedoms: Beijing's Control of Religion in Tibet (septembre 1990); Lawasia and Tibet Information Network, Defying the Dragon (mars 1991); Asia Watch, Merciless Repression (mai 1990)). Le rapport établi par M. Angelo Vidal d'Almeida Ribero (E/CN.4/1990/46) contient des allégations selon lesquelles des moines et des religieuses auraient été persécutés, arrêtés et maltraités.

7. Depuis 1987, un nombre croissant d'informations font état d'une pratique systématique et délibérée de la torture sur des prisonniers politiques, en violation de l'article 5 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et des obligations qui incombent à la République populaire de Chine en vertu de la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants. Elles mentionnent notamment des tortures par électrochocs, par suspension et par immersion dans de l'eau glacée, ainsi que

des sévices sexuels commis sur des religieuses ou des femmes laïques (Rapport du Rapporteur spécial, M. P. Kooijmans (E/CN.4/1990/17); Physicians for Human Rights, The Suppression of a People (novembre 1989); Amnesty International, Tortures et mauvais traitements, Rapport spécial (Londres, 1989); Lawasia and Tibet Information Network, Defying the Dragon (mars 1991); S.O.S. Torture, Torture Commonplace in Tibet's Prisons (août/septembre 1989)).

8. Des informations persistantes et dignes de foi font état d'exécutions sommaires et de morts par torture, en violation des articles 3 et 5 de la Déclaration universelle des droits de l'homme et de l'article 6 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques (Rapports du Rapporteur spécial M. S. Amos Wako (E/CN.4/1989/25 et E/CN.4/1990/22); Amnesty International, Tortures et mauvais traitements, Rapport spécial (Londres 1989)). Deux Tibétains, Yeshi et Tenpa Choephel, seraient morts en 1989 à la suite des mauvais traitements qui leur auraient été infligés en détention (Tibet Information Network, Death from prison injuries, 24 et 25 août 1990)). Au mois de décembre 1990 Lhakpa Tsering, âgé de 20 ans, aurait été battu à mort après avoir été emprisonné pour avoir collé des affiches en faveur de l'indépendance (Tibet Information Network, Prison Death: Evidence of Abuse (4 mars 1991)).

9. On a appris de source sûre que les violations des droits de l'homme au Tibet affectent toutes les couches de la société tibétaine, même les enfants. Depuis la fin de l'année 1989, radio Lhasa a signalé l'arrestation et la condamnation d'enfants tibétains accusés d'activités indépendantistes (Asia Watch, Merciless Repression (mai 1990); Amnesty International, "Un an de loi martiale" (mars 1990, ASA 17/10/90)). Lhakpa Tsering, adolescent de 14 ans, aurait été condamné à deux ans d'emprisonnement pour avoir reproduit dans son école des tracts en faveur de l'indépendance (Tibet Information Network, 14-Year-Old Gets 2 Yrs in Prison (15 novembre 1990)).

10. On a aussi appris que les Tibétains qui veillent au respect des droits de l'homme peuvent être condamnés pour leurs activités. Au mois de septembre 1989 Ngodup aurait été condamné à 11 ans d'emprisonnement et à quatre ans de privation de ses droits civiques pour avoir recueilli ce qui semble être des données de base sur les droits de l'homme (Lawasia and Tibet Information Network, Defying the Dragon (mars 1991)).

11. Certaines informations indiquent que la République populaire de Chine exploite et exporte les ressources naturelles du Tibet sans que le peuple tibétain ait son mot à dire dans les décisions gouvernementales, et ce en violation du droit à la vie et du droit à la santé internationalement reconnus.

Conclusion

12. La question du Tibet a été portée à plusieurs reprises devant la Sous-Commission, aussi bien dans les années 60 que plus récemment. Etant donné que les violations graves des droits de l'homme paraissent de plus en plus systématiques, il est urgent que la Sous-Commission agisse maintenant. Human Rights Advocates suggère respectueusement que le mieux serait que la Sous-Commission désigne un rapporteur spécial pour étudier la situation au Tibet et en rendre compte avec précision.
